

L'état du Québec

Dans le cadre de son 15^e anniversaire, l'Institut du Nouveau Monde (INM) publie *L'état du Québec 2019*. Au commencement d'une nouvelle ère politique, avec un parti qui formera le gouvernement pour la première fois, l'ouvrage propose encore cette année près de 50 analyses inédites d'experts sur 20 enjeux socio-politiques qui marqueront le Québec d'aujourd'hui et de demain. *Le Devoir* en publie un aperçu.

Que nous réserve le Québec de 2019?

Citoyens et décideurs: vous avez une emprise sur les défis qui attendent le Québec

FRANCIS HUOT

Codirecteur de *L'état du Québec 2019* et chargé de communications, contenus et relations de presse à l'INM

SOPHIE SEGUIN-LAMARCHE

Productrice et codirectrice de *L'état du Québec 2019* et directrice, communications, affaires publiques et opérations à l'INM

L'INM structure ses démarches d'animation du débat public autour de la vision « informer, débattre, proposer ». Des citoyens informés sont en effet plus à même de débattre et de participer aux affaires de la Cité et de proposer des solutions novatrices et réfléchies aux chantiers à venir. En publiant une revue annuelle fiable et objective des défis qui nous attendent dans *L'état du Québec*, l'INM joue son rôle de défenseur de la démocratie en rendant accessible une véritable référence sur les enjeux sociopolitiques qui touchent le Québec. Des citoyens informés qui participent activement à la vie démocratique peuvent avoir un impact important sur leur société. L'ouvrage permet également aux décideurs de prendre le pouls des préoccupations des Québécois et leur offre une information de qualité sur la nation qu'ils gouvernent. *L'état du Québec* est en quelque sorte un mode d'emploi sur le Québec.

Pourquoi *L'état du Québec*?

L'INM, c'est 20 experts qui travaillent d'arrachepied à accroître la participation des citoyens à la vie démocratique, et *L'état du Québec* — son ouvrage phare — est une communauté de plusieurs centaines d'auteurs qui contribuent à enrichir le débat public.

L'état du Québec 2019 est le fruit d'une démarche participative à laquelle citoyens, élus, chercheurs et représentants des médias ont été invités. Cette grande consultation a guidé le choix des thèmes pour vous offrir, à l'approche de 2019, un livre incontournable. Tout y est passé, et des choix difficiles ont dû être faits. La complexité de notre société rend l'exercice d'autant plus pertinent. Plus que jamais, les analyses rigoureuses, diversifiées et accessibles que nous proposons dans *L'état du Québec 2019* sont à propos pour comprendre le Québec. L'objectif: faire le point sur les problématiques actuelles afin que chacun puisse prendre part de manière éclairée aux échanges à venir.

Pour cette édition, une centaine d'artisans ont été mis à contribution et plus de 50 experts d'horizons divers vous proposent des analyses percu-

tantes sur les débats politiques d'aujourd'hui, et ceux à venir. Un véritable travail collaboratif qui permettra, nous l'espérons, de faire progresser le Québec en outillant les décideurs et en engageant les citoyens.

Deux défis incontournables à l'approche de 2019

Parmi les défis auxquels le Québec devra faire face en 2019, deux s'imposent, selon nous: la révolution technologique, déjà bien en marche, et la crise climatique, dont les effets, plus que jamais, se font sentir.

Notons d'abord que ces deux enjeux sont liés indirectement (et directement, à bien des égards). Le progrès technique et économique à tout prix, sur lequel les sociétés occidentales sont basées, a des impacts importants sur notre planète. Notre mode de vie a changé, les ressources s'épuisent et les catastrophes naturelles liées aux changements climatiques sont de plus en plus fréquentes.

Révolution technologique: l'ouragan en marche

Lorsqu'on pense à la révolution technologique, il y a bien sûr le développement rapide de l'intelligence artificielle, qui bouscule tout sur son passage et dont les impacts sont encore difficiles à mesurer. Les répercussions sur l'emploi, dans le domaine médical et sur les inégalités sociales, pour ne nommer que quelques exemples, se font déjà sentir. Montréal et le Québec constituent d'ailleurs une plaque tournante de la recherche sur l'éthique et les impacts sociétaux de l'intelligence artificielle. Citoyens et décideurs devront se saisir de ces questions importantes en 2019.

Le développement du *big data* — ou mégadonnées — pose également des défis importants. Cette technologie permet à des organisations de capter et de stocker une quantité infinie de données, sorte de traces numériques que nous laissons lorsque nous sommes actifs en ligne. Ces données sont ensuite vendues aux plus offrants. Et c'est sans compter les cryptodevises — notamment bitcoin et Ethereum — qui soulèvent des questions sur le plan social, économique et énergétique.

Bref, difficile de prévoir ce que l'avenir nous réserve lorsqu'il est question de la révolution technologique. Le changement est une constante dont la seule variable est son accélération.

La crise environnementale: le grand défi du XXI^e siècle?

Difficile d'anticiper les impacts réels qu'aura la

crise environnementale sur la planète et sur notre façon de l'habiter et d'y vivre. La campagne électorale qui s'est achevée dans les dernières semaines laisse certainement un goût amer aux groupes environnementaux et aux citoyens pour qui l'enjeu revêt une plus grande importance. Le peu d'espace occupé par l'environnement dans la campagne électorale explique en partie le désengagement à l'égard de la politique partisane de la population au profit d'autres formes de participation. Trente-cinq pour cent des Québécois estiment en effet qu'il s'agit de l'enjeu le plus important, selon un sondage exclusif Léger-*L'état du Québec* dont les résultats se trouvent dans l'édition 2019. Pourtant, le poids de la question climatique dans la campagne électorale a été plutôt faible.

Le mouvement végétalien constitue un bel exemple d'initiative individuelle de lutte contre les changements climatiques. Ce geste politique, s'il en est un, démontre bien l'envie de citoyens d'agir sur les changements climatiques, et il compte de plus en plus d'adeptes.

Sur un plan plus macro, des actions sont tout de même en cours. La création de l'organisme gouvernemental Transition énergétique Québec (TEQ), par exemple, et des initiatives émanant de la société civile, comme le Sommet sur la transition énergétique juste, ou encore du milieu universitaire, comme « Le climat, l'État et nous », démontrent qu'une action concertée est possible, et que des acteurs agissent pour qu'un plan structurant guide la lutte contre les changements climatiques au Québec.

Reprendre le contrôle

Le propre des générations qui nous ont précédés a été de se projeter dans le futur, de rêver à un monde meilleur. Des projets de société, des fantasmes, des aspirations pour améliorer notre qualité de vie, notre prospérité. À la fin 2018, la situation semble être différente. Avons-nous perdu le contrôle sur notre futur? Peut-on imaginer un Québec plus vert, dans lequel le développement des nouvelles technologies se ferait de manière responsable?

Citoyens et décideurs ont une emprise sur les défis qui les guettent. La révolution technologique et la crise climatique ne sont pas des mécanismes inéluctables auxquels on ne peut que s'adapter. Nous avons le devoir de nous attaquer à ces deux chantiers, et *L'état du Québec 2019* offre tous les outils pour le faire.

L'ÉTAT DU QUÉBEC 2019

Culture, médias et communications à l'ère du numérique

INSTITUT DU NOUVEAU MONDE

Les médias d'information ont un rôle important à jouer en démocratie, et ils exercent une influence certaine sur les citoyens et sur leur motivation à participer activement. On les décrit comme les « chiens de garde de la démocratie », eux qui constitueraient le « quatrième pouvoir ». Comme le démontre dans son analyse sur le sujet la doctorante en communication à l'Université de Montréal Alexandra Manoliu, les médias — et pas seulement les politiciens — contribueraient au cynisme ambiant dans la population. Les citoyens n'auraient plus confiance en l'information transmise dans certains grands médias d'information.

Mais qu'est-ce qui explique cette situation? Pour l'auteure, le cadrage stratégique observable dans les médias — c'est-à-dire les structures interprétatives qu'utilisent les journalistes pour que l'information puisse être consommée facilement et rapidement — a un impact négatif sur la perception qu'a la population du travail des journalistes, chroniqueurs, éditorialistes et autres animateurs.

L'émergence des fausses nouvelles témoigne d'un malaise profond dans la population et d'une perte de confiance envers les institutions politiques et médiatiques.

La responsabilité d'offrir aux citoyens une information de qualité incombe-t-elle aux médias, ou les citoyens-consommateurs devraient-ils être plus responsables dans les choix qu'ils font en matière de consommation d'information? Autrement dit, les médias devraient-ils travailler dans l'intérêt public, ou dans l'intérêt du public?

Par quoi remplacer le système médiatique actuel?

Cette hypothèse n'est toutefois pas la seule à être soulevée dans l'ouvrage pour expliquer le cynisme des citoyens envers les médias. Le spécialiste en désinformation sur le Web et chroniqueur à Radio-Canada Jeff Yates présente une analyse du phénomène des *fake news*. Pour l'auteur, les fausses nouvelles diffusées dans certains médias expliquent, en partie du moins, le déclin de la confiance de la population dans les médias traditionnels. L'émergence des fausses nouvelles témoigne toutefois d'un malaise profond dans la population et d'une perte de confiance envers les institutions politiques et médiatiques. Même si ce phénomène est nuisible pour la démocratie, il traduit des craintes et des critiques légitimes contre le 1%, le gouvernement, l'élite scientifique.

La rédactrice en chef du média indépendant *Ricochet*, Gabrielle Brassard-Lecours, présente quant à elle des solutions de rechange au modèle économique actuel des médias, caractérisé en grande partie par le contrôle, par une poignée de grands groupes, des médias d'information et de communication et des plateformes de diffusion. Pour l'auteure, l'indépendance des médias est la clé du renouvellement de la confiance des citoyens envers eux, alors que de nouveaux modèles, qui reposent par exemple sur le financement participatif ou sur une aide étatique, émergent notamment en France, aux États-Unis et au Québec.

La responsabilité d'offrir aux citoyens une information de qualité incombe-t-elle aux médias, ou les citoyens-consommateurs devraient-ils être plus responsables dans les choix qu'ils font en matière de consommation d'information?

Stéphanie Thibault, de l'Association des communicateurs scientifiques (ACS), et Marie Lambert-Chan, du magazine *Québec Science*, plaident, de leur côté, pour un retour en force de l'information scientifique dans les médias afin de revaloriser leur mission éducative.

La culture québécoise, menacée?

La culture n'est pas en reste dans cette édition de *L'état du Québec*. Le docteur en communication à l'UQAM Simon Claus propose une analyse des impacts sur la culture canadienne et québécoise de la télévision par Internet, de la stratégie « Un Canada créatif » de Patrimoine canadien et de l'entente signée avec le géant Netflix. Des risques existent pour la préservation de notre identité culturelle selon l'auteur, alors que les plateformes de diffusion en ligne ne sont pas régulées par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes.

À lire à ce sujet dans *L'état du Québec 2019*

CLÉ 8 – MÉDIAS

Du cynisme politique au cynisme médiatique: quand le citoyen ne fait plus confiance aux médias

Alexandra Manoliu, chercheuse en résidence à l'INM et doctorante en science politique à l'Université de Montréal

CLÉ 13 – CULTURE

La télévision par Internet: quels enjeux pour la culture canadienne et québécoise

Simon Claus, docteur en communication à l'UQAM et adjoint de recherche au Centre de recherche interuniversitaire sur la communication, l'information et la société



La participation citoyenne est en plein changement, au contact d'une multitude de facteurs.
ALEXANDRE CLAUDE

La participation citoyenne renforce la démocratie

INSTITUT DU NOUVEAU MONDE

La participation citoyenne occupe une place centrale dans cette édition de *L'état du Québec*. Avec le 15^e anniversaire de l'INM, l'occasion était belle de faire le bilan de l'évolution de la participation au Québec. Dans cette optique, nous avons invité cinq experts à réfléchir aux manières dont elle s'est développée, depuis 15 ans, et à proposer des pistes d'actions et de réflexion pour les 15 années à venir.

Ces analyses montrent que la participation citoyenne est en plein changement, au contact d'une multitude de facteurs, dans les mouvements sociaux, dans les villes, ou dans certaines pratiques politiques. Que ce soit en éducation, en santé ou en politique électorale, la population doit rester à l'affût des débats politiques et être incluse dans les réflexions à leur sujet.

Retour et perspectives sur 15 ans de participation citoyenne

À titre de directrice générale de l'INM, Julie Caron-Malenfant signe un bilan de l'évolution de la participation au Québec. Contribuent également à la réflexion d'autres analyses, comme celle du politologue de l'Université Laval François Géliveau, qui présente les hauts et les bas de la participation électorale en s'intéressant plus particulièrement au taux de participation des jeunes; celle de l'expert des mouvements sociaux et chargé de cours à l'UQAM Marc-André Cyr, qui propose un bilan critique de la répression des mouvements sociaux au Québec; ou celle de la professeure à l'Université de Montréal Laurence Bherer, qui revient sur l'évolution des mécanismes de participation publique en urbanisme. La professeure à l'UQAM Eve Seguin conclut cette section spéciale sur la participation citoyenne avec une critique de la technocratisation de la politique en cours au Québec et ailleurs dans le monde, elle qui estime que la technocratie irait jusqu'à remettre en cause la démocratie partisane.

Des experts d'horizons divers présentent également des analyses originales de la place de plus en plus importante accordée à la participation citoyenne, dans différents secteurs. Jonathan Durand Folco, par exemple, réfléchit à la participation citoyenne dans les municipalités. Marie-Dina Salvione s'intéresse au lien entre participation citoyenne

et patrimoine, et Louise Lortie au rôle de la consultation publique dans le développement de projets en éducation.

Pour favoriser le développement d'un « réflexe citoyen », la chercheuse à l'Université de Montréal Valérie-Anne Mahéo a d'ailleurs mené une étude auprès d'enfants du primaire et de leurs parents en proposant un projet d'éducation citoyenne visant à développer des comportements démocratiques, dont les conclusions sont présentées dans *L'état du Québec 2019*. Les résultats positifs de cette étude démontrent l'importance du travail à faire en amont pour développer chez les Québécois le goût de la participation et les compétences civiques pour exercer celle-ci.

Notre démocratie ne s'en portera que mieux.

Une réforme attendue du mode de scrutin

La réforme du mode de scrutin a été remise à l'ordre du jour lors de la campagne électorale fédérale de 2015 avec la promesse des libéraux de Justin Trudeau de faire de cette élection la dernière avec le mode de scrutin actuel.

Au Québec, le Parti québécois (PQ), la Coalition avenir Québec (CAQ), Québec solidaire (QS) et le Parti vert du Québec (PVQ) ont récemment conclu un accord transpartisan visant l'instauration pour les élections générales de 2022 d'un mode de scrutin proportionnel mixte compensatoire régional. Jean-Pierre Charbonneau, Hélène Daneault, Françoise David et Christiane Pelchat, qui ont respectivement été élus dans le passé pour le PQ, la CAQ, QS et le Parti libéral du Québec (PLQ), livrent dans *L'état du Québec 2019* un plaidoyer pour la réforme du mode de scrutin.

Le politologue Henry Milner présente quant à lui l'état de l'avancement du processus de réforme du mode de scrutin en Colombie-Britannique et au Québec. Dans ces deux provinces, les prochaines élections pourraient se faire avec un nouveau système électoral, qui inclurait des éléments de proportionnalité. Rien ne garantit toutefois que la réforme souhaitée s'opérera. Dossier à suivre.

Une veille importante sur les politiques et services publics

L'éducation et la santé occupent bien sûr une place importante dans l'édition 2019 de *L'état du Québec*. Les sociologues Pierre Doray et Sté-

phane Moulin réfléchissent à la dramatisation de la question du décrochage scolaire alors que selon certaines études, le Québec porterait le bonnet d'âne en matière de lutte contre le décrochage scolaire. Mais la situation est-elle si dramatique qu'on le pense?

La coordonnatrice de la Commission de l'enseignement secondaire du Conseil supérieur de l'éducation, Catherine Lebossé, présente de son côté la vision gouvernementale pour favoriser l'atteinte du plein potentiel des élèves du Québec: l'éducation inclusive, qui permettrait de mieux s'adapter à la diversité des élèves. C'est de cette manière, selon le Conseil, que nos objectifs en matière de réussite éducative seront atteints. Tour d'horizon d'une nouvelle approche en éducation.

Que ce soit en éducation, en santé ou en politique électorale, la population doit rester à l'affût des débats politiques

Le professeur à l'Université de Carleton Marc-André Gagnon pose un regard critique sur les transformations des politiques du médicament en cours au Québec et au Canada et sur leurs impacts sur les citoyens, tandis que l'économiste Erik Bouchard-Boulianne et le coordonnateur du collectif Échec aux paradis fiscaux, Samuel-Élie Lesage, font le bilan de l'action du gouvernement Trudeau dans la lutte contre les paradis fiscaux, et que les chercheuses en relations internationales Juliette Bourdeau de Fontenay, Mathilde Bourgeon, Thalia D'Aragnon-Giguère et Elisabeth Vallet se penchent sur la théâtralisation de la frontière québéco-américaine et sur l'effet Trump sur les flux migratoires entre le Québec et les États-Unis.

À lire à ce sujet dans *L'état du Québec 2019*

CLÉ 7 – SANTÉ

Les transformations en cours des politiques du médicament: au bénéfice des citoyens?

Marc-André Gagnon, professeur agrégé à l'École d'administration publique de l'Université Carleton

CLÉ 19 – VILLES

Les municipalités comme tremplins potentiels de la participation citoyenne

Jonathan Durand Folco, professeur adjoint à l'École d'innovation sociale Élisabeth-Bruyère de l'Université Saint-Paul

L'ÉTAT DU QUÉBEC 2019

Intelligence artificielle, big data, cryptomonnaies: la révolution technologique est en marche

INSTITUT
DU NOUVEAU MONDE

La révolution technologique est sur toutes les lèvres. La grande médiatisation de certaines innovations qui en découlent, dont les plus connues sont l'intelligence artificielle, le *big data* et les cryptomonnaies, nous sensibilise-t-elle réellement à cet enjeu? Que connaît-on de la révolution en cours? Et sommes-nous prêts à y faire face? La question reste entière, et force est d'admettre que citoyens et décideurs devront se l'approprier.

Dans cette optique, *L'état du Québec 2019* présente une entrevue exclusive sur les impacts sociétaux de l'intelligence artificielle avec Rémi Quirion, scientifique en chef du Québec, François Laviolette, professeur titulaire à l'Université Laval, Nathalie de Marcellis-Warin, professeure titulaire à Polytechnique Montréal et présidente-directrice générale du Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations (CRANO), et Dominic Martin, professeur à l'UQAM.

Cet entretien avec quatre des plus éminents experts de la question permet de poser un regard nouveau sur les répercussions à anticiper de ce développement technologique. Les quatre chercheurs soulèvent des

questions importantes sur différents aspects de cette révolution technologique. Ils abordent notamment des enjeux liés aux applications concrètes de l'intelligence artificielle, aux craintes soulevées par son développement, à la nécessité de l'acceptabilité sociale et au rôle du Québec comme gardien éthique du développement de l'intelligence artificielle.

Les enjeux démocratiques de l'intelligence artificielle et du big data sous la loupe

Bien que les impacts sociétaux de l'intelligence artificielle soient dans la mire du milieu scientifique québécois, le professeur à l'École des médias de l'UQAM André Mondoux propose une réflexion critique sur la menace au vivre-ensemble que constitue, selon lui, l'intelligence artificielle et le *big data*, tandis que la chercheuse en résidence à l'INM et coordonnatrice des activités scientifiques au Centre de recherche interuniversitaire sur la communication, l'information et la société, Lena A. Hübner, s'interroge sur la corrélation entre, d'un côté, l'accumulation de données sur les électeurs par les partis politiques et, de l'autre, la mobilisation des citoyens et leur taux de participation aux élections. Comme l'explique la chercheuse, les nouvelles méthodes de microciblage électoral soulèvent

d'importantes questions, notamment depuis l'élection de Donald Trump et l'affaire Cambridge Analytica. Le Québec n'échappe pas à cette tendance, et les quatre partis politiques représentés à l'Assemblée nationale ont recours à des plateformes numériques pour la mobilisation de l'électorat.

Révolution technologique, économie et inégalités sociales

Les chercheurs à l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS) Guillaume Hébert et Bertrand Schepper réfléchissent quant à eux dans la publication de l'INM aux conséquences sociales, économiques et énergétiques de la production de cryptomonnaies, autre développement aux conséquences importantes de cette révolution technologique. Point important à noter pour les auteurs, il est impératif de distinguer la technologie des *blockchain*, dont les retombées positives pourraient être nombreuses, des cryptomonnaies. À titre d'exemple, les deux experts démontrent qu'il est possible de chiffrer dans des chaînes de blocs, dans une optique de traçabilité, l'entièreté du cheminement de produits alimentaires ou pharmaceutiques. L'innovation technologique à la base des cryptomonnaies pourrait ainsi être utili-

sée pour le bien commun.

Les retombées de ces nouvelles technologies — l'intelligence artificielle et le *big data* — sont déjà observables dans plusieurs sphères de nos vies. L'analyste de politiques à l'INM Nicolas Zorn et la professeure à l'Université Laval Nolywé Delannon s'intéressent à l'impact de la révolution numérique sur les inégalités. Les deux experts estiment que les pouvoirs publics négligent ou sous-estiment les conséquences sur la société et sur l'économie de ces innovations techniques.

Les répercussions sur l'emploi de la révolution technologique pourraient également être considéra-

bles. Le cofondateur et président de l'entreprise montréalaise GSoft, Simon De Baene, fait partie du groupe des optimistes quant aux potentialités qu'offrent les nouvelles technologies. Pour l'entrepreneur, elles pourraient permettre de mettre les humains au cœur des stratégies d'entreprises et ainsi de favoriser une plus grande efficacité et une plus grande émancipation des ressources humaines.

Bref, une multitude de visions et d'avis coexistent sur l'impact réel qu'aura la révolution technologique au Québec et dans le monde, et *L'état du Québec 2019* en présente certaines des plus pertinentes.

À lire à ce sujet dans L'état du Québec 2019**CLÉ 5 – ÉCONOMIE****À qui profitera la révolution numérique?**

Nicolas Zorn, analyste de politiques à l'INM
Nolywé Delannon, professeure au Département de management de l'Université Laval

CLÉ 12 – TECHNOLOGIES NUMÉRIQUES**Mobilisation, électorat et big data: plus de données, plus de participation?**

Lena A. Hübner, chercheuse en résidence à l'INM, coordonnatrice des activités scientifiques au Centre de recherche interuniversitaire sur la communication, l'information et la société, et doctorante en communication à l'UQAM

Une identité collective et individuelle à redéfinir

INSTITUT
DU NOUVEAU MONDE

Les luttes pour l'émancipation des Québécois francophones des années 1960. L'adoption de la loi 101. La crise des accommodements raisonnables. La charte des valeurs. Et plus récemment, la remise à l'ordre du jour du débat sur le port de signes religieux par les employés de l'État en position d'autorité. L'identité est certainement l'un des enjeux les plus polarisants à l'heure actuelle, au Québec, et la question identitaire reste entière. Mais peut-elle être réglée? Comment favoriser un meilleur vivre-ensemble?

Les Québécois ont une identité plurielle et les nouvelles générations s'unissent autour de valeurs d'inclusion, d'ouverture et de justice sociale. Toutefois, face à la fragmentation de l'identité québécoise, la discrimination devient un enjeu central. Des solutions innovantes doivent être développées pour que le Québec puisse aller au-delà du débat identitaire.

Les Québécois ont-ils encore une identité commune?

Force est d'admettre que le Québec, par sa démographie et sa situation géographique particulière, a un rapport unique à son identité. Mais qu'en est-il de l'identité québécoise? Qui sommes-nous?

Dans le cadre de la publication de *L'état du Québec 2019*, l'INM et Léger ont décidé de sonder les Québécois sur leur perception de notre identité commune. La conclusion de ce sondage exclusif: l'identité québécoise est plus fragmentée que jamais. Nous ne sommes plus seulement souverainiste ou fédéraliste, blanc ou noir, homme ou femme. Nous nous identifions à la fois comme femme, jeune, *queer* et issu d'un groupe racisé. Cela ne nous empêche pas d'être souverainiste et de droite, mais les étiquettes politiques traditionnelles et la bipolarité identitaire ne suffisent plus pour nous décrire. Nous demeurons unis sous des valeurs communes, comme la langue, la culture et l'histoire.

Le rapport diffère des plus jeunes générations à l'identité collective québécoise et à leur identité individuelle n'est certainement pas étranger à cette fragmentation identitaire. Dans cette optique, nous avons invité la rédactrice en chef du magazine de vulgarisation scientifique pour adolescents *Curium*, Noémie Larouche, à brosser le portrait de la génération

«silencieuse», ces jeunes âgés de 15 à 17 ans qui suivent dans le cortège des générations la cohorte des millénariaux. Comme l'explique l'auteur, lorsque la génération silencieuse s'exprime, elle sait se faire entendre, notamment avec une utilisation efficace des réseaux sociaux. Le mouvement des carrés jaunes constitue d'ailleurs une belle illustration de cet engagement, à l'ère du numérique.

L'ex-journaliste à Radio-Canada Michel Rochon a de son côté été invité à réfléchir sur les vieux jeunes, ceux âgés de 30 à 45 ans. Pour l'auteur, la vision ouverte, inclusive et équitable des jeunes leaders de cette génération caractérise leur action, à la fois sur le plan professionnel et dans leurs engagements sociaux. Plus question d'être investi dans un projet entrepreneurial sans en considérer l'impact social.

Un problème à régler

La fragmentation de notre identité collective pose également des défis en ce qui a trait au vivre-ensemble. Certains groupes vivent de la discrimination, et c'est notamment le cas des femmes et des communautés racisées. À ce sujet, Eric Charest, de l'École nationale d'administration publique, et Sami Ghzala, de l'INM, nous livrent une analyse percutante de la situation au Québec et posent la question suivante: le Québec est-il prêt à sortir du déni collectif? Nous l'avons vu avec la Consultation sur la discrimination systémique et le racisme annulée par le gouvernement du Québec à l'automne 2017, le coût politique d'une telle initiative est élevé.

Véronique Pronovost, membre du Chantier sur l'antiféminisme du Réseau québécois en études féministes, s'intéresse quant à elle à l'évolution de l'antiféminisme au Québec et propose une analyse critique des relents antiféministes qui subsistent et qui émergent, notamment avec l'arrivée au pouvoir de Donald Trump aux États-Unis et la montée en popularité de la droite conservatrice, partout en Occident.

Des solutions sont exposées dans *L'état du Québec 2019* pour lutter contre la discrimination, et l'une d'entre elles provient du directeur du Service de police de l'agglomération de Longueuil, Fady Dagher. Le policier plaide pour un passage des corps policiers de la culture de «combattant du crime» à celle de «police de concertation», alors que, pour lui, le travail en amont des services policiers et des services sociaux permettrait de favoriser un meilleur vivre-ensemble.



Les Québécois ont une identité plurielle et les nouvelles générations s'unissent autour de valeurs d'inclusion, d'ouverture et de justice sociale.

JACQUES NADEAU
LE DEVOIR

Face à la fragmentation de l'identité québécoise, la discrimination devient un enjeu central

**L'ÉTAT DU QUÉBEC 2019**

En librairie et en ligne dès maintenant!

Pour sa 23^e édition, *L'état du Québec* revient en force avec 20 clés pour comprendre les enjeux actuels et pour participer de manière éclairée aux débats à venir.

inm.qc.ca/edq2019

INM INSTITUT DU
NOUVEAU MONDE

DEL BUSSO

À lire à ce sujet dans L'état du Québec 2019**CLÉ 9 – DISCRIMINATION****L'antiféminisme québécois au temps de Trump**

Véronique Pronovost, doctorante en science politique à l'UQAM, membre du Chantier sur l'antiféminisme du Réseau québécois en études féministes et chercheuse en résidence à la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques

CLÉ 11 – JEUNESSE**La voix de la nouvelle génération silencieuse**

Noémie Larouche, rédactrice en chef de *Curium*

L'ÉTAT DU QUÉBEC 2019



La crise environnementale: le grand défi du XXI^e siècle

NASA / AFP

INSTITUT
DU NOUVEAU MONDE

La crise environnementale constitue certainement l'un des plus grands défis du XXI^e siècle. La communauté scientifique et les groupes environnementaux ne sauraient mettre davantage l'accent sur l'urgence d'agir sur l'enjeu des changements climatiques. Mais le Québec en fait-il suffisamment?

C'est dans cette optique que la directrice générale de l'INM, dans une lettre adressée au premier ministre publiée dans *L'état du Québec 2019*, plaide pour qu'une action concertée et efficace visant à lutter contre les changements climatiques devienne la priorité de nos dirigeants. L'enjeu est important, et ses conséquences sont trop nombreuses pour qu'on ne lui accorde pas la place centrale qu'il mérite. Un plan de transition énergétique existe, il s'agit maintenant de l'appliquer.

Qu'en est-il de la transition énergétique au Québec?

La présidente-directrice générale de la société d'État Transition énergétique Québec (TEQ), Johanne Gélinas, présente dans *L'état du Québec 2019* les grandes lignes de

la stratégie gouvernementale en matière de réduction des gaz à effet de serre (GES) incluse dans le *Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétiques du Québec 2018-2023*. Pour Johanne Gélinas, les cibles gouvernementales sont ambitieuses, et le Québec se donne les moyens de les atteindre. L'optimisme de TEQ ne fait toutefois pas l'unanimité dans le milieu de la recherche et chez les groupes environnementaux.

Les changements climatiques mettent en jeu toutes les dimensions de la vie moderne

Pierre-Olivier Pineau, de la chaire de gestion du secteur de l'énergie de HEC Montréal, présente une lecture plus ambivalente de l'état de la transition énergétique au Québec. Malgré le fait que l'objectif de réduction de 40% de la consommation de produits pétroliers d'ici 2030 puisse paraître ambitieux, les actions concrètes pointant vers une réelle transition tardent, selon l'expert. La question se pose donc: le Québec est-il en transition? Pour l'auteur, une transition énergé-

tique réussie passerait notamment par une transition en transport.

La mobilité durable, la plus grande occasion économique de la prochaine décennie

C'est du moins le point de vue défendu dans l'édition 2019 de *L'état du Québec* par le conseiller stratégique en transport à la Coop Carbone Vincent Dussault. Pour cet expert de la mobilité durable, son déploiement contribuera au développement économique du Québec et générera un impact positif dans l'atteinte de nos objectifs de réduction des GES. En d'autres mots, il y aurait des gains à faire: une amélioration de la fluidité des transports, une diminution de notre empreinte écologique et une plus grande création de richesse.

Des initiatives citoyennes pour lutter contre les changements climatiques

Bien que l'impact de l'action gouvernementale dans la lutte contre les changements climatiques soit l'objet de débats, des initiatives citoyennes émergent, et elles mobilisent de plus en plus d'individus. C'est notamment le cas du mouvement végane, comme le démontre la directrice générale de la SPCA de Montréal, Elise Desaulniers. Plusieurs in-

dicateurs pointent vers un changement dans les habitudes des citoyens en ce qui concerne la consommation de produits d'origine animale, l'auteure allant même jusqu'à parler de révolution tranquille pour décrire la montée en popularité du mouvement végane au Québec.

La directrice générale d'Environnement JEUnesse, Catherine Gauthier, présente de son côté quelques initiatives jeunesse en matière de transition verte, en se penchant notamment sur la création d'emplois verts et sur l'économie verte, qui refuse de choisir entre environnement sain et économie florissante.

La migration nationale: angle mort de la crise environnementale?

Les changements climatiques ont non seulement un impact sur les flux migratoires à l'international, mais également sur les déplacements de population à l'intérieur même du Québec. C'est du moins la thèse défendue par la responsable de la campagne boréale de la Fondation David Suzuki, Melissa Mollen Dupuis, qui présente la perspective autochtone en matière de protection du territoire et des ressources naturelles. L'auteure se demande si les villes du Qué-

bec seraient prêtes à faire face à un afflux important de réfugiés climatiques nationaux autochtones, alors que la perte de biodiversité qui touche le Nord québécois pourrait avoir des impacts importants sur leur mode de vie.

Les changements climatiques mettent en jeu toutes les dimensions de la vie moderne.

À lire à ce sujet dans *L'état du Québec 2019*

CLÉ 6 – TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

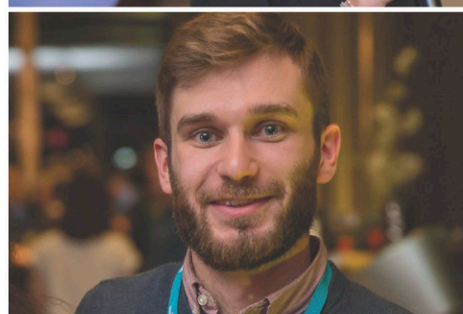
L'état de la transition énergétique au Québec

Pierre-Olivier Pineau, chaire de gestion du secteur de l'énergie, HEC Montréal

CLÉ 18 – PREMIÈRES NATIONS

Protection du territoire et des ressources naturelles: l'importante perspective autochtone

Melissa Mollen Dupuis, responsable de la campagne boréale à la Fondation David Suzuki



L'ÉTAT DU QUÉBEC 2019

Lancement-bénéfice dans le cadre du 15^e anniversaire de l'Institut du Nouveau Monde

9 novembre 2018, 17 h 30

Espace C2, au sommet du Fairmont Le Reine Elizabeth
Places limitées, inscrivez-vous dès maintenant!

inm.qc.ca/edq2019

DEL BUSSO

Québec
Fonds de recherche - Nature et technologies
Fonds de recherche - Santé
Fonds de recherche - Société et culture

Leger

LEDEVOIR

QUEBEC SCIENCE

ACS
Association des
chercheurs scientifiques
du Québec